



Mouvement Républicain et Citoyen
de Côte-d'Or

Contribution de Clément LACAILLE

Pérennité de la dissuasion nucléaire française

Tant que dura la menace soviétique, notre dissuasion nucléaire fut soutenue par une solide majorité dans l'opinion publique, en raison de la sécurité et de l'indépendance que cette arme apportait à notre pays. Même l'opposition de gauche, longtemps hostile à ce qu'elle considérait comme une attitude militariste, l'accepta de fait mais finit par s'y rallier au fond à compter de 1981. Seul J.P.Chevènement avait rompu le tabou du nucléaire dès 1978 en montrant que sa possession était indispensable pour échapper à la vassalisation de la France à l'égard de l'OTAN, c'est-à-dire des Etats-Unis.

La désagrégation de l'empire soviétique et la disparition de toute menace à nos frontières change considérablement la donne. La nécessité de disposer de l'arme nucléaire fait l'objet d'un scepticisme qui semble peu à peu faire son chemin. Un sentiment général se développe selon lequel « l'arme nucléaire deviendrait moins vitale pour la défense que dangereuse pour l'humanité »¹. On évoque encore un supposé « consensus » sur cette question, qui en réalité ressemble davantage à une approbation par défaut faiblement majoritaire plutôt qu'à un choix délibéré. Une enquête d'opinion du ministère de la Défense en 1999 montre que 59 % des personnes interrogées étaient favorables au maintien de notre dissuasion, mais elles étaient 72 % en 1984, et cette proportion est plus faible chez les jeunes générations. L'opinion internationale, et notamment européenne, est de moins en moins convaincue de sa légitimité et de plus en plus sensible à la dangerosité du nucléaire en général, et a fortiori du nucléaire militaire.

Un tel constat pose un sérieux problème, car la dissuasion nucléaire tenant son efficacité de la volonté de défense qu'elle symbolise, quelle serait sa crédibilité vis-à-vis d'un agresseur si une partie importante du peuple manifestait son refus, largement médiatisé, de recourir à cette arme ultime ? Pour la politique de défense comme pour les autres déterminants de la vie de la nation, il serait temps que les politiques replacent le peuple devant des choix clairs et responsables. La prochaine présidentielle sera révélatrice

Mais si l'on quitte la quiétude européenne pour regarder le monde tel qu'il évolue depuis le début des années 90, les « dividendes de la paix » (quel langage de banquier !) se sont avérées de belles illusions. A la disparition d'une menace unique, totale, permanente, entre deux blocs clairement identifiés s'est rapidement substitué une multiplicité de menaces partielles, instables, mal identifiées et difficilement prévisibles. Des pays émergents affichent une volonté de puissance où se mêlent les intérêts économiques et les rapports de force militaires, chacun vis-à-vis de tous et tous à l'égard des pays développés. Aux ambitions des Etats se sont jointes des organisations infra ou supra-étatiques dont les capacités de mobilisation, de chantage et de destruction les portent au rang des acteurs politico-militaires de premier plan. A l'accroissement des capacités destructrices des armes de haute technologie répondent des moyens rudimentaires dont le caractère « asymétrique » prennent en défaut les systèmes défensifs classiques et remettent en question la notion d'équilibre des forces. Les budgets militaires sont en croissance et atteignent un total (en données officiellement déclarées...) de 1035 milliards de \$ en 2004, dont 47 % pour les seuls Etats-Unis.² La prolifération nucléaire, les nouvelles menaces bactériologiques et chimiques, la montée des

conflits ethniques et idéologiques façonnent un monde « imprévisible, instable et dangereux ». Le 21^e siècle serait-il celui du « retour de la barbarie »³ ?

A partir de ces réalités contrastées, il apparaît utile de faire le point sur notre politique de défense, et tout spécialement sur la dissuasion nucléaire qui en constitue l'élément ultime. Est-elle devenue obsolète depuis la disparition du contexte qui l'a vu naître ? Est-elle inadaptée aux menaces contemporaines ? Ou bien n'a-t-elle pas conservé toute sa pertinence au prix de certaines évolutions quant à ses moyens et sa doctrine ?

Le M.R.C. et J.P.Chevènement ont constamment approuvé le fondement de notre défense sur la dissuasion nucléaire, garantie de notre souveraineté. Le Projet du Mouvement le réaffirme : « l'architecture de la défense doit être clairement perceptible : son noyau est la force de dissuasion qui autorise l'indépendance de notre politique. »⁴ Le présent document a pour objet d'argumenter cette position.

Après un rappel de la doctrine française des années 60-90, suivi d'une brève présentation de l'expansion du nucléaire militaire et des nouvelles menaces apparues depuis une quinzaine d'années, nous allons examiner la pertinence de la dissuasion au regard du contexte international actuel, son évolution, et sa permanence.

1. La doctrine française 1959-1990

« Le concept français se définit par la volonté et la capacité de faire redouter à un adversaire, quel qu'il soit et quels que soient ses moyens, des dommages inacceptables, hors de proportion avec l'enjeu d'un conflit, s'il cherche à s'en prendre à nos intérêts vitaux. Seules les armes nucléaires ont aujourd'hui une telle capacité en raison de leur pouvoir destructeur et imparable. C'est pourquoi elles ont aussi pour vertu d'empêcher la guerre générale, de rendre inconcevable le recours à la guerre totale comme moyen actif de la politique. »⁵

Tous les fondamentaux sont exprimés dans cette définition :

1.1. La dissuasion repose sur la volonté politique de déclencher l'apocalypse si l'existence de la nation est en jeu. Elle est efficace parce que nous affirmons cette volonté et dans la mesure où cette affirmation est crédible auprès des adversaires potentiels. Le discours sur la dissuasion, et la détermination qu'il manifeste, sont constitutifs de la dissuasion. Tout indice faisant douter de cette volonté l'affaiblit considérablement.

1.2. Une disproportion massive, entre le bénéfice attendu par un agresseur et l'ampleur des destructions qu'il subirait inéluctablement, est nécessaire pour que le calcul « rationnel » (qui est plutôt « raisonnable » au sens fort du terme) fait par l'agresseur le dissuade de manière certaine. La comparaison quantitative des forces en présence n'a plus de sens. C'est ce que l'on appelle la dissuasion « du faible au fort ».

1.3. Cette disproportion nécessaire implique que la nation menacée choisisse les objectifs dont l'atteinte entraînerait les dégâts les plus insupportables. Face à une hyperpuissance comme l'U.R.S.S., la France visait les grandes concentrations urbaines, et non pas les forces militaires trop protégées et dispersées. C'est la stratégie « anti-cités ».

1.4. La dissuasion ne peut être mise en œuvre que si nos « intérêts vitaux » sont atteints, sinon la menace perd sa légitimité et sa crédibilité. Il s'agit de l'intégrité du territoire et de ses approches aériennes et maritimes, de la protection de la population, du libre exercice

de la souveraineté. Leur définition demeure volontairement vague afin de créer le maximum d'incertitude, donc de risque, chez l'adversaire potentiel.

1.5. Les intérêts vitaux sont à distinguer des intérêts stratégiques qui concernent la sécurité de nos approvisionnements extérieurs, de nos communications maritimes, la stabilité de notre environnement proche (Europe et Méditerranée) ; leur atteinte entraînerait l'emploi des forces conventionnelles.

1.6. Avant de lancer une riposte massive, il est de la plus haute importance de s'assurer que l'agresseur a compris que nous nous sentions atteints dans nos intérêts vitaux. Une première frappe, ciblée et limitée, est délivrée pour signifier que l'on est entré dans l'échange nucléaire et que l'agresseur n'a d'autre choix que d'arrêter le conflit ou de subir la seconde frappe apocalyptique. C'est le concept d' « ultime avertissement ».

1.7. La dissuasion nucléaire est exclusivement consacrée à la défense de la nation, et la décision de sa mise en œuvre appartient au seul Président de la République, détenteur de la souveraineté nationale. Les conditions de son emploi et ses conséquences sont telles qu'il n'est pas possible ni de l'engager pour protéger un Etat tiers, ni de l'engager par une décision collégiale. Seule l'Etat menacé est juge du caractère vital de la menace dont il est l'objet, et seul il peut assumer devant la communauté internationale et devant l'Histoire une aussi lourde responsabilité. Nous réexaminerons cette position ci-dessous au moment d'évoquer les perspectives d' « européanisation ».

1.8. Enfin l'arme nucléaire n'est pas une arme comme les autres, qui serait simplement plus puissante que les moyens conventionnels. Elle n'est en aucun cas une arme de guerre, utilisable dans une bataille, même de haute intensité. Elle est par principe, dans la doctrine française, une arme de « non-emploi », mieux vaudrait dire « de menace d'emploi », qui ne serait lancée que dans les conditions extrêmes énoncées ci-dessus. La stratégie de la dissuasion est une stratégie de refus d'une guerre majeure semblable aux deux conflits mondiaux. C'est là sa seule et grande justification : la paix grâce à l'inanité de la guerre. Ce principe est d'autant plus capital qu'il ne fait pas l'unanimité parmi les détenteurs de l'arme atomique...

Une telle doctrine de défense s'appuie sur une valeur politique fondamentale, condition sine qua non de sa légitimité : l'indépendance que confère la maîtrise de sa propre sécurité. « La France ne peut remettre à aucun gouvernement, à aucun commandement étranger le soin de sa sécurité... il s'agit bien que notre pays demeure... maître de ses choix et de sa destinée. »⁶

Cette indépendance dépasse largement la dimension militaire pour s'affirmer comme un attribut essentiel de la puissance politique. Détenir l'arme nucléaire donne une liberté diplomatique et une capacité d'influence spécifiques dans les rapports de force internationaux. Initiée par P.Mendès-France en 1954, accélérée par G.Mollet en 1956, mise technologiquement sur les rails par F.Gaillard en 1958, officiellement décidée et réalisée par De Gaulle en 1959-1960, la dissuasion française avait pour objectif principal de faire sortir la France de la dépendance militaire et diplomatique à l'égard de l'OTAN, c'est-à-dire des Etats-Unis, bien plus que d'ajouter quelques dizaines de missiles à l'arsenal américain en Europe. Ainsi conçue, la dissuasion nucléaire ne se limite pas à une stratégie militaire justifiée par la menace soviétique, bien que cette menace en soit la cause immédiate ; elle prend l'allure d'une posture politique permanente qui outrepassse le contexte historique qui l'a provoquée. Elle est une dimension de l'identité française telle qu'elle est perçue par l'environnement international.

2. Le monde tel qu'il est...

L'euphorie née de la disparition de l'antagonisme planétaire OTAN/URSS fut brève. Les experts évaluent à 500 tonnes d'uranium enrichi et 100 tonnes de plutonium le volume des matières fissiles qui durent quitter la RDA, l'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan, pour rejoindre la Russie. La déliquescence politique et la crise financière qui suivirent la chute du régime communiste ont probablement favorisé le détournement de quantités suffisantes de ces matières stratégiques, mais également la technologie, pour permettre aux Etats demandeurs d'accéder à l'armement nucléaire. La dissémination de ces éléments se produisit en effet dès le début des années 1990 et engendra la prolifération nucléaire, l'un des faits marquants de la fin du siècle.

En dépit du Traité de Non-Prolifération de 1968, l'expansion des armements nucléaires s'est brutalement accélérée : aux cinq Etats officiellement détenteurs au moment de négocier le T.N.P. (USA, URSS, Royaume-Uni, France, Chine), se sont ajoutés l'Inde et le Pakistan en 1998, Israël qui a pu se passer des essais grâce à l'aide américaine, aujourd'hui la Corée du Nord, bientôt l'Iran s'il en a la volonté, soit presque le double en une quinzaine d'années. On sait par ailleurs que d'autres Etats signataires du Traité (mais qui n'ont pas tous ratifié certaines de ses récentes dispositions) se demandent s'ils ne vont pas les imiter, soit par recherche délibérée de puissance, soit parce que l'échec du T.N.P. les pousse à remettre en cause un choix sincère, mais qui les placent en position d'infériorité pour l'avenir.

Ces mêmes Etats ont acquis et développé simultanément la technologie des missiles balistiques stratégiques dont la portée se situe actuellement entre 1000 et 3000-4000 km, et qui va s'accroître prochainement. Lorsqu'elles ne sont pas nucléaires, les charges emportées sont chimiques ou bactériologiques et correspondent aux armes de destruction massive (ADM) dont la menace est d'autant plus probable que leur impact peut être facilement modulé, et qu'elles échappent au caractère apocalyptique inhérent au nucléaire.

Le Pakistan, l'Inde, la Corée du Nord disposent depuis peu de missiles de croisière. On vient de constater qu'une organisation comme le Hezbollah maîtrise les missiles de courte portée ainsi que les drones d'observation.

Enfin le terrorisme supra-national a fait sa tragique entrée dans le monde des acteurs majeurs de la conflictualité contemporaine (New-York, Londres, Madrid)

Les relations que ces puissances régionales entretiennent entre elles sont empreintes de conflits souvent anciens qui n'ont pas trouvé à ce jour de solution. : conflit indo-pakistanaï à propos du Cachemire, rivalité économique et politique entre la Chine et le Japon, menaces ressenties par le Japon vis-à-vis de la Corée du Nord, et qui poussent le Japon, qui s'interdit le nucléaire, à augmenter son budget de défense (le 4e du monde en volume) ; conflit vital entre Taïwan et la Chine qui ne cache pas sa détermination à récupérer sa souveraineté sur cette île, rivalités économique et de future puissance dominante à l'échelle mondiale entre l'Inde et la Chine ; le conflit Iran-Irak a cédé la place à la montée en puissance de l'Iran comme leader de la résistance arabo-musulmane face à l'agression américaine en Irak, mais plus généralement face à la domination des Etats-Unis sur l'ensemble du Moyen-Orient ; enfin l'interminable guerre israélo-palestinienne ...

La Libye avait entamé le processus d'acquisition de l'arme nucléaire et y a officiellement renoncé...pour longtemps ? Syrie, Turquie, Egypte, Algérie sont aux aguets et ne resteraient pas inactifs si les tensions persistent et s'aggravent.

Mise à part Israël, le Japon, et dans une faible mesure l'Inde où la démocratie demeure très formelle en raison de forts conflits ethnico-religieux, ces Etats émergents n'ont pas de culture démocratique, sont généralement dictatoriaux, soumis à des conflits internes, dépourvus d'opinion publique capable de contrecarrer les brutales prises de pouvoir ; leurs gouvernements ont-ils la même conscience que les nôtres de la valeur de la paix et du prix de la vie humaine ?

3 Sommes-nous responsables ?

Les cinq Etats détenteurs de l'arme nucléaire au moment de la signature du T.N.P. ne sont-ils pas responsables de cette prolifération ? C'est la thèse des partisans du désarmement général et complet, notamment la « Commission Canberra » créée à l'initiative de l'Australie en 1995, pour qui « l'existence même des puissances nucléaires constitue un encouragement à la prolifération... Ces Etats se réservent exclusivement le droit d'en disposer... Cette situation est éminemment discriminatoire ... Le fait qu'un Etat dispose d'armes nucléaires incite constamment les autres Etats à s'en procurer à leur tour. »⁷ Le moment est donc venu de supprimer ces armes afin de mettre fin à leur prolifération.

Argument apparemment décisif, mais l'examen des conditions concrètes d'apparition du nucléaire dans l'histoire, et de son extension actuelle, amène à relativiser sa pertinence. Il présuppose que l'exemple est en soi contagieux, et que le contre-exemple de la suppression volontaire le serait tout autant. Rien n'est moins sûr... Ce sont les rapports de forces réels et actuels (économiques, idéologiques, autant que militaires), les ambitions et les menaces telles qu'elles sont perçues et vécues dans l'histoire présente par chaque acteur vis-à-vis des autres, qui motivent la recherche de puissance. La France a voulu la dissuasion pour l'indépendance qu'elle en retirait à un moment où elle était, avec d'autres, fortement menacée. Les puissances régionales émergentes, nous l'avons évoqué ci-dessus, sont engagées dans des réseaux de conflits persistants avec comme enjeu une place dans la prochaine hiérarchie des pouvoirs. Ces facteurs sont déterminants dans la course aux armements. Un choix inverse de la France en 1959 aurait-il influencé positivement le cours de ces événements ? Certainement pas davantage que la suppression, aujourd'hui, de son arsenal freinerait en quelque manière la prolifération actuelle.

La disparition de la menace soviétique provoqua une accélération du processus de désarmement : Traités START 1 en 91, START 2 en 93, renforcement des contrôles de l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique dans le cadre du T.N.P. Or c'est précisément à ce moment que les nouveaux Etats nucléaires se sont donnés les moyens de fabriquer les armes dont ils disposent maintenant, profitant immédiatement des matières et des ingénieurs qui se trouvaient disponibles

Comme le canon ou l'avion, toute arme de puissance se propage dans la mesure où elle est perçue comme garantie de sécurité, donc de liberté et de respectabilité, valeurs absolues dont il apparaît difficile de limiter l'accès. Il existe une course naturelle des Etats vers plus de souveraineté, et pour ceux qui ont la volonté et les moyens de l'acquérir, le caractère effrayant de l'arme nucléaire ne pèse pas lourd face à son avantage dans des relations internationales qui demeurent dominées par les rapports de force. Un autre contexte historique que celui de 1944-1945 aurait conduit, par d'autres chemins, à une situation semblable, car rien n'aurait empêché les Etats disposant des moyens scientifiques nécessaires de construire de telles armes. Un Gouvernement mondial souverain aurait seul cette suprême capacité d'interdire certaines armes... S'il existe un jour, ce sera probablement à cause des armes nucléaires.

Plus que sur leur responsabilité par l'antériorité de leurs arsenaux, il semble plus réaliste d'interpeller les cinq puissances nucléaires, en tant que membres permanents du Conseil de

Sécurité des Nations Unies, sur leurs capacités et leur volonté de contrecarrer aujourd'hui la course aux armements.

4 Facteurs de risques

Ces dernières années ont vu en effet une suite d'évènements inquiétants quant à leur conséquences sur les risques de conflits. Bornons-nous à les énumérer :

- en octobre 99, les U.S.A. rejettent le Traité d'Interdiction Complète des Essais nucléaires.
- en Décembre 01, les U.S.A. dénoncent unilatéralement le Traité ABM, conclu avec l'U.R.S.S. en 71 pour limiter la défense antimissile, afin d'installer une défense antimissile complète qui relance la course aux armements (cf. ci-dessous § 7)
- le Traité de Non-Prolifération de 1968 n'avait prévu aucun moyen de garantir le respect des engagements pris ; les inspections ne concernaient que les sites déclarés par l'Etat inspecté... Le Protocole Additionnel péniblement négocié entre 1993 et 1997, plus contraignant, n'a pas été ratifié par une centaine d'Etats signataires. Le Pakistan, l'Inde, Israël, alliés des U.S.A., ne l'ont pas signé.
- le Pakistan est reconnu « meilleur allié » des U.S.A. hors O.T.A.N., et l'Inde a conclu un accord avec les U.S.A. pour recevoir des matières fissiles.
- la Corée du Nord s'est retirée illégalement du T.N.P. en 2003.
- l'Inde a fabriqué sa bombe à partir de matières fissiles fournies par le Canada et les U.S.A. en 1972 à des fins civiles.
- les U.S.A. et la Russie rendent caduc leur accord START 2 en lui substituant le Traité S.O.R.T. en 2002, qui laisse à chacun le soin de choisir les têtes nucléaires qu'il veut bien éliminer, et qui autorise de « mettre en réserve » les têtes éliminées.. !
- les Conventions interdisant les armes biologiques (1972) et chimiques (1997) ne sont pas ratifiées par de nombreux Etats parmi les plus concernés.

Les conduites opportunistes, d'évitement, ou franchement négatives sont donc très partagées, l'intérêt national ayant toujours la primauté sur l'intérêt général, et les instances internationales prennent rarement les moyens de transformer leurs discours en réalités. Il faut néanmoins souligner l'importante responsabilité que prennent les U.S.A., unique hyper-puissance, dans la course aux armements. Envoyer aux orties deux traités aussi importants que l'A.B.M. et le T.I.C.E. jette le discrédit sur la valeur des accords internationaux. N'est-ce pas la meilleure incitation à ce que chaque Etat se dote du maximum de puissance dissuasive ? Même la Commission des Affaires Etrangères du Sénat, dans un rapport sur la prolifération, montre que « le constat a souvent été dressé que par certains de ses aspects, la politique des Etats-Unis encourageait indirectement plus qu'elle ne dissuadait la prolifération nucléaire »...Remarquons également que les réactions des principaux Etats de la planète à ces initiatives condamnables ont été plutôt discrètes.

Au plan plus général de sa politique internationale, on ne peut passer sous silence la stratégie américaine ainsi résumée par D.Rumsfeld : « Les U.S.A. sont engagés dans une longue guerre...les forces armées doivent nous consolider comme unique super-puissance militaire..., empêcher l'apparition d'une super-puissance rivale..., façonner l'environnement international conformément aux intérêts américains... influencer les choix des régions et des pays situés aux carrefours stratégiques. » Il y a là de quoi alimenter bon nombre de volontés de puissance.

La profonde transformation du contexte international et des dangers qu'il recèle pourrait amener à déclarer inutile ou dépassée notre posture de défense. Il apparaît au contraire que celle-ci conserve toute sa légitimité et sa pertinence, au prix de quelques adaptations dans la définition de ses objectifs et dans ses moyens.

5.1. La première fonction de notre dissuasion nucléaire est de garantir la survie de la nation face à la menace de destruction ou d'assujettissement par une super-puissance nucléaire. Cette menace est maintenant absente. Mais qu'en sera-t-il de la Russie dans vingt ou trente ans ? Un Etat de cette taille et qui eut un tel rôle historique en Europe et dans le monde ne va pas longtemps demeurer dans cette situation de délabrement social et de faiblesse économique. La Russie possède les plus hautes technologies et d'énormes ressources d'importance stratégique ; ses armes nucléaires sont au maximum de sophistication. Ce potentiel retrouvera rapidement sa force économique et ses ambitions politiques, d'autant plus rapidement que son effondrement avive l'attrait de la revanche. Une poussée nationaliste ou communiste est possible. Si la longue rivalité avec la Chine évolue vers une alliance de la technologie avec la masse démographique, la puissance accumulée aura des appétits de toute nature. Il serait imprudent et naïf aujourd'hui de se dessaisir de la protection qui nous sera nécessaire demain. J.P.Chevènement ne manque pas une occasion de rappeler que la défense doit toujours être pensée sur le long terme. Cette première raison est suffisante pour maintenir et actualiser notre dissuasion.

5.2. L'existence de puissances nucléaires régionales, et leur probable multiplication, accroît théoriquement les menaces potentielles ; mais en ce qui concerne la France, il est difficilement imaginable que l'une d'elles veuille l'agresser avec le nucléaire, la riposte entraînant à coup sûr sa destruction, sauf à supposer que notre détermination affichée n'était que du vent. En revanche la menace d'une agression bactériologique ou chimique, moins effrayante et dont l'impact serait plus restreint, est beaucoup plus probable, car l'agresseur peut faire le pari que la disproportion entre son agression et notre riposte nucléaire est telle que nous n'oserons pas mettre en œuvre l'arme ultime ; cela revient à « contourner » la dissuasion par une arme « asymétrique ».

La dissuasion étant affaire de détermination, la doctrine française affirme clairement qu'une attaque par ADM provoquerait une riposte nucléaire dans la mesure où nos intérêts vitaux seraient atteints. Dans le cas contraire, conformément aux principes rappelés ci-dessus (§ 1.4), nos moyens conventionnels seraient mis en œuvre. Cela signifie sans ambiguïté que l'arme nucléaire peut être employée en réponse à une agression non nucléaire, la justification de son emploi reposant sur la gravité de l'atteinte et non sur les moyens physiques utilisés.

Cette adaptation de la doctrine, réaffirmée par le Président J.Chirac en juin 2001 et en janvier 2006,¹⁰ est conforme à la politique de défense soutenue par le M.R.C.

5.3. Mais nous ne sommes plus dans le cas de figure d'une invasion par une super-puissance ; des représailles massives anti-cités, avec leurs millions de morts, seraient démesurées et leur menace perdrait toute crédibilité. Dans ce nouveau contexte, la dissuasion n'est plus « du faible au fort » mais « du fort au faible », et son mode d'intervention doit être modifié en conséquence. Les objectifs visés seraient les centres de pouvoir, les centres de commandement militaires, les sites stratégiques dont dépend la vie politique et économique du pays agresseur. Sur ce point la stratégie s'est adaptée à des circonstances nouvelles. Les frappes seraient sélectives et ciblées. La riposte nucléaire n'en est pas moins une destruction

majeure, conformément au principe de disproportion entre le bénéfice attendu par l'agresseur et les dégâts qu'il subirait, ce qui fonde la dissuasion.

5.4. Le terrorisme supranational est une autre forme de menace qui prend en défaut toutes les défenses conventionnelles ou nucléaires par son caractère imprévisible, difficilement identifiable, dont les chefs sont souvent insaisissables. Le Président J.Chirac a exprimé la seule position valable : seuls les Etats peuvent être visés par une frappe nucléaire ; il serait nécessaire que la responsabilité d'un Etat soit établie avec certitude et que l'action terroriste cause des dégâts majeurs pour faire l'objet de représailles nucléaires. Dans le cas contraire ce seront les moyens conventionnels appropriés qui seront mis en œuvre. La dissuasion, par principe, ne peut protéger des dangers ponctuels, localisés, et donc mineurs en dépit des dégâts occasionnés et des traumatismes qu'ils provoquent sur l'opinion publique.

6 Vers une dissuasion nucléaire « à la carte » ?

Une question fondamentale est ici posée et fit l'objet de nombreux débats : les progrès technologiques accomplis dans la précision des tirs (décamétrique voire métrique) permet d'effectuer des frappes « chirurgicales » capables d'atteindre des cibles vitales en réduisant considérablement les destructions inutiles et les victimes civiles. La perspective d'ajuster la riposte aux objectifs, et de la graduer en fonction de la gravité de l'atteinte et de la volonté de destruction de l'agressé, s'est rapidement développée et a suscité un intérêt d'autant plus grand qu'elle diminuait de manière importante la culpabilité inhérente à la décision fatale d'appuyer sur le bouton. L'apocalypse à peine concevable ferait place à une gestion rationnelle, modulable, facile à justifier auprès de l'opinion publique, et qui ressemblerait fort à la manœuvre des forces conventionnelles. Que des avantages...

Le problème ici posé relève d'un principe éthique et non pas stratégique, qui exige une position parfaitement claire. Envisager l'utilisation d'armes nucléaires de très faibles puissance (quelques kilotonnes et même moins), qui techniquement sont au point, revient à banaliser le nucléaire, à l'introduire dans le champ de bataille comme une arme simplement plus puissante que les autres, dont l'emploi n'a pas de signification autre que son efficacité physique. C'est lui retirer son caractère exceptionnel, ultime, son sens d'arme absolue qui n'est pas faite pour être employée mais pour menacer de l'être, et ainsi être paradoxalement un facteur de paix.

La doctrine française sur ce point capital demeure constante : le nucléaire est une arme « de non emploi » et non pas de bataille. « La dissuasion n'a de sens que pour protéger un intérêt vital. Cette notion doit être comprise dans un sens strict...la dissuasion est une stratégie d'interdiction de la guerre. »¹¹ rappelle J.P.Chevènement.

La réponse à une agression vitale entraîne donc des destructions considérables, inacceptables, disproportionnées par rapport au gain espéré. Si l'agression n'est pas ressentie de cette manière, une riposte conventionnelle indique que l'on engage un conflit classique. Il y a donc un seuil minimal de puissance destructrice à fixer a priori (de quelques centaines de kilotonnes) en-deçà duquel la dissuasion n'est plus dissuasive et se transforme en facteur de guerre. De même qu'il existe un seuil maximal de destruction, concernant notamment les victimes civiles et les dégâts collatéraux. Entre l'inaction et l'anéantissement de l'agresseur se situent la marge de liberté et l'énorme responsabilité du Président de la République...

7 L'hypothèse d'une défense radicale

Une autre stratégie est souvent invoquée pour disqualifier la dissuasion : la défense antimissile. Elle sanctuarise le territoire par un bouclier de missiles qui interceptent les missiles balistiques assaillants avant leur retour dans l'atmosphère. Système défensif très coûteux, qui requiert des moyens de détection dans l'espace, d'alerte et de riposte complexes, et dont la mise au point n'est pas encore complètement acquise. Un tel système de défense absolue garantirait une totale invulnérabilité. Mais la médaille a un sérieux revers : l'Etat ainsi protégé a désormais toute liberté pour exercer à l'extérieur sa puissance conventionnelle mais aussi nucléaire sans aucun risque..., et seuls quelques Etats pourraient se l'offrir. La dissuasion par représailles deviendrait inopérante et les conflits de toute nature pourraient se multiplier impunément pour les super-puissances. Cette disparition de la sécurité qu'apporte la dissuasion mutuelle avait inquiété les deux Grands qui conclurent en 1972 l'accord A.B.M. par lequel ils limitèrent volontairement leurs missiles anti-missiles à la protection de leur capitale. Or les Etats-Unis ont décidé unilatéralement en 2001 de mettre en place une défense antimissile couvrant tout leur territoire et même certains de leurs alliés, et pour ce faire ont dénoncé en 2001 cet accord à compter de 2002... Les systèmes antimissiles sont également prévus au Japon et en Israël. En réponse logique, la Russie annonce posséder un engin manoeuvrant imparable, et la Chine veut progresser dans cette voie...

Rien n'autorise à penser que ce système est fiable à 100% ; une interception de missile dans la haute atmosphère répandrait des retombées dangereuses sur de vastes zones de la planète ; cette barrière n'arrête pas les missiles de croisière qui filent au ras du sol. Mais le pire est évidemment la suppression de l'effet dissuasif qu'entraînerait une défense infranchissable. Le risque d'être détruit est encore la meilleure incitation à la paix.

La France s'en tient donc avec raison à la dissuasion qui responsabilise les acteurs.

8 La stricte suffisance des moyens

Les seules modifications substantielles concernent la nature et la quantité des moyens opérationnels. L'évolution des menaces, le respect des engagements relatifs au désarmement, et la nécessité d'investir dans la modernisation des forces conventionnelles conduisirent à une reconfiguration du dispositif comprenant désormais deux composantes au lieu de trois.

La composante terrestre n'existe plus. Après le retrait, en 1991-1992, des missiles à courte et moyenne portée Pluton et Hadès destinés à l'arrêt d'une invasion soviétique en Allemagne, les missiles balistiques du plateau d'Albion sont supprimés en 1996.

La Force Aérienne Stratégique comprend trois escadrons de Mirage 2000 N (environ 60 appareils) basés à terre et une vingtaine de Super-Etendard embarqués sur le Charles-de-Gaulle, tous équipés de l'engin nucléaire ASMP de 300 km de portée, et qui recevront en 2008 l'ASMP-A d'une portée et d'une précision supérieures. Elle est prioritairement destinée à porter l'« ultime avertissement » ; elle a donc le souci de présenter le plus possible de visibilité dans ses mouvements et son niveau d'activité, afin de faire savoir aux éventuels agresseurs, avant de passer à des manifestations plus fortes, le degré de vigilance et de volonté défensive de la nation dans un contexte conflictuel.

La Force Océanique Stratégique a été réduite de six à quatre Sous-marins-Nucléaires-Lanceurs-d'Engins, dont 1 en patrouille permanente et 1 prêt à intervenir, emportant chacun 16 missiles de 6000 km de portée maximum, porteurs de 1 à 6 têtes à guidage autonome et à puissance modulable. Indétectable et extrêmement discrète, elle est principalement consacrée à la seconde frappe, massive et ultime. S'y ajoutent six sous-marins nucléaires d'attaque destinés au renseignement et à la protection rapprochée des S.N.L.E.

Au plan budgétaire, le coût de la mise en œuvre et de la modernisation régulière de la dissuasion a sensiblement diminué depuis 1990, passant de 30 % à 20 % des crédits

d'équipements, et de 17 % à 10 % de l'ensemble du budget de la défense en 2006, soit environ 3,6, milliards d'euros. Le coût global de la défense de la France est légèrement supérieur à 2 % du PIB, ce qui est tout à fait supportable et ne doit pas être diminué. Il est de 3,5 % aux Etats-Unis.

9 Vers une dissuasion européenne ?

Cette perspective est explicitement énoncée dans le Traité de Maastricht : « la politique étrangère et de sécurité commune inclut l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union européenne, y compris la définition à terme d'une politique de défense commune qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune. »

A ce jour la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) ne concerne que les forces conventionnelles pour des missions exclusivement humanitaires ou de maintien de la paix. Le nucléaire demeure tabou pour l'U.E. Les opinions des Etats membres sont majoritairement hostiles au nucléaire civil et militaire. F.Mitterrand avait déclaré : « le nucléaire est l'une des questions majeures de la construction d'une défense européenne commune.¹² » Mais à aucun moment la question n'a été abordée. Le moment n'est donc pas venu... J.Chirac est allé jusqu'à dire récemment qu'en raison de l'interdépendance croissante des pays européens, « la défense des pays alliés sont des intérêts qu'il convient de protéger » et qu'ils pourraient être considérés comme entrant « dans le champ de nos intérêts vitaux », donc justifier l'intervention de notre dissuasion nucléaire... De telles déclarations ont toujours rencontré le silence de nos alliés. J.P.Chevènement a immédiatement exprimé sa réserve en rappelant que : « la dissuasion n'est crédible que si le mécanisme de décision est clair... elle perdrait toute crédibilité dès lors qu'elle relèverait d'une instance collective.¹³ »

Il serait en effet indispensable de définir des intérêts vitaux communs, ce qui impliquerait une communauté de vie politique assez poussée, ensuite une capacité collective d'évaluation des menaces, enfin une capacité collective de prendre la décision la plus difficile qui soit, à moins que celle-ci ne soit remise entre les mains d'un Président de L'Union ?!

Une « dissuasion concertée » ne semble pas pour demain. « Elle ne peut être que nationale » disait de Gaulle. Est-il imaginable de déclencher la tragédie absolue pour défendre un tiers ? Cela est déjà tellement effrayant pour son propre pays ! Il est vrai que la protection nucléaire collective de l'Europe est toujours assurée par l'OTAN tant que les troupes américaines y sont stationnées, les Etats-Unis se trouvant ainsi atteints au même titre que les autres Etats ; mais la décision de riposter appartient au commandement américain. Cet état de fait permet d'ailleurs aux Etats-membres de bénéficier du parapluie nucléaire sans frais puisqu'ils n'ont pas à investir dans une défense qui leur serait propre. La situation actuelle risque donc de durer.

L'hypothèse d'une alliance de la dissuasion française avec la britannique, parfois évoquée, suscite de fortes objections ; les missiles de leurs sous-marins dépendent des U.S.A. pour leur fabrication et leur maintenance ; le Royaume-Uni a refusé de coordonner les patrouilles de ses SNLE avec les nôtres, et ne renoncera pas à ses relations privilégiées avec les U.S.A. qui n'accepteront pas de dessaisir l'OTAN au profit de l'U.E., car la dissuasion britannique est mise à la disposition de l'OTAN...

Beaucoup de questions politiques restent à poser et à résoudre pour une hypothèse très aléatoire. J.Chirac et T.Blair ont déclaré que « les intérêts vitaux de la France et de la Grande-Bretagne étaient liés », de son côté F.Léotard estimait que « seuls les dirigeants d'un pays pouvaient apprécier où se trouve l'intérêt suprême de ce pays. »

En conclusion, notre doctrine de dissuasion apparaît pérenne et ses concepts ont gardé leur pertinence, à la condition expresse de lui conserver son caractère d'ultime tragédie qui est l'unique fondement de sa légitimité et la raison de son efficacité. Toute inflexion vers une conception d'emploi banalisé serait la porte ouverte à la multiplication de conflits de plus en plus meurtriers et incontrôlables. Sa radicale différence avec les armes conventionnelles, la stricte limite de son intervention à garantir la survie de la nation quand celle-ci serait en jeu, sont des impératifs que le M.R.C. considère comme des absolus.

Les modifications introduites dans les modes de mise en œuvre, les objectifs et les moyens adaptent seulement au contexte géopolitique actuel une dissuasion aussi nécessaire présentement qu'elle ne l'était il y a quarante ans.

Une doctrine et des moyens adéquats sont pris au sérieux lorsqu'ils reposent sur la volonté de défense, volonté d'un peuple dont le Président est seulement le représentant. Cette question posée en introduction est peut-être la principale faiblesse de notre défense. Il est inquiétant de constater à quel point le manque d'information et la quasi absence de débat politique sur la dissuasion en particulier, et sur la défense en général, favorise des positions aussi naïves qu'irréalistes, et l'on peut craindre des réactions contradictoires et irraisonnées dans une situation de danger majeur. Combien de candidats à la Présidence oseront mettre la défense à la place qui lui revient dans leurs programmes et leurs discours ? J.P.Chevènement : « Ceux qui ... veulent réduire voire interrompre notre effort de défense nucléaire sont les héritiers d'une tradition de légèreté française qui n'a jamais servi ni les intérêts du pays ni ceux de la paix dans le monde.¹³ »

La liberté de parole et la capacité d'influence de la France à laquelle nous tenons est aussi un risque, car dans un monde où les extrémismes des uns défient les hégémonies sans retenue des autres, s'opposer aux uns et résister aux autres nous attirera des hostilités de divers côtés. Nous aurons plus que jamais l'occasion d'appuyer nos valeurs sur notre aptitude à nous défendre.

1 Rapport IHEDN, décembre 1999, § 1.3 La Documentation française

2 Défense et Sécurité Internationale, septembre 2005

3 T. Delpech, L'ensauvagement du monde, Grasset

4 « Un Projet républicain exigeant » § II-7C,

5 Livre Blanc sur la Défense, p.57, 1994, La Documentation française

6 Livre Blanc, p.24

7 Rapport IHEDN, § 3.2.1

8 Rapport d'information n° 388, juin 2004

9 Quadriennal Defence Review 2006, citée dans colloque Fondation pour la Recherche Stratégique 2006

10 Allocutions des 8-6-01 à l'IHEDN et 19-1-06 à Landivisiau

11 Conclusions du colloque de la Fondation Res Publica juillet 2006

12 Cité par A. Dumoulin, dans « La dissuasion nucléaire française en questions », Pascallon et Paris, l'Harmattan 2006

13 Communiqué M.R.C. du 19-1-06